

# LA LETTRE DE FRANCE UNIE



**EDITO**

## **Décryptage de l'intervention d'Emmanuel Macron en réponse au mouvement des « Gilets jaunes »**

Le Président de la République, Emmanuel Macron, s'est exprimé le mardi 27 novembre dans un discours qui était attendu comme une réponse au mouvement des « Gilets jaunes ».

Ce discours a permis de mesurer le décalage qui existe entre la classe politique et ces Français dont la colère s'incarne à travers le symbole du « Gilet jaune ». Le discours d'Emmanuel Macron était parfait, un véritable discours de Chef d'Etat, d'homme d'Etat même, mais qui ne prend tout son sens que dans une France prospère, la France des « Trente Glorieuses », par exemple.

Or, l'urgence n'est pas écologique, elle est sociale. Le social brûle et Emmanuel Macron regarde ailleurs. Il ne s'agit pas de traiter en même temps « la fin du monde et la fin du mois », mais bien « la fin du mois ». Pour reprendre une formule de Coluche, la fin du mois, pour de nombreux Français, ce sont les 30 derniers jours.

Ce discours avait comme architecture la question de la transition écologique. Jusqu'à présent, aucun gouvernement n'avait conduit une réflexion aussi approfondie avec un calendrier aussi précis et des annonces claires, en particulier sur le « mixte énergétique », le maintien de la filière nucléaire et la fermeture programmée de certains réacteurs. S'ajoutait la promesse d'une large concertation, pendant 3 mois, au plus près du terrain, entre l'Etat et les Français.

Cette réinscription du débat dans le local est une bonne chose. Elle correspond à la diversité des situations qui demande une diversité dans les réponses, et elle redonne aux élus locaux (maires, présidents de régions, présidents d'agglomération, etc.)

et à la société civile organisée (associations, ONG, mouvements citoyens, etc.), une légitimité pour apporter des réponses locales. Avec France Unie, nous avons toujours dit que tout devait partir du local.

Les oppositions ont dénoncé un discours coupé de l'urgence sociale, celle des fins de mois, en particulier ces mois de novembre et décembre où se préparent les fêtes, les sorties et les cadeaux pour les enfants.

L'Etat répond par grandes masses d'argent, 500 millions par-ci, 500 millions par-là, afin de remplacer un véhicule polluant ou une chaudière au fuel avec des crédits à la clé. Comment rembourser un crédit, quand on ne peut déjà pas remplir son réfrigérateur ? La transition écologique, le « rouler propre » et le « manger bio » sont encore des concepts « bobo ».

Personne n'est contre l'écologie. Mais, la « fin du monde » et « la fin du mois » ne se traitent pas en même temps.

La première partie du discours d'Emmanuel Macron, une leçon d'écologie, ne pouvait pas être comprise par les « Gilets jaunes ». En même temps, chacun sait qu'un « coup de pouce » au smic ou une baisse de 6 centimes des taxes sur les carburants ne résout rien.

Les Français attendent des mesures concrètes, fortes, en ce qui concerne le pouvoir d'achat. Ces mesures passent par une baisse massive des impôts, ce qui suppose une baisse drastique de la dépense publique, afin de maintenir une politique sociale des plus hardies.

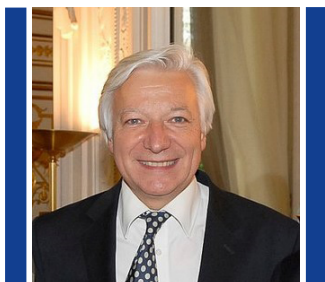
Ce qui fait société et destinée collective, ce n'est pas uniquement un taux de croissance, ce sont aussi les protections sociales et les solidarités collectives.

Le collectif est aussi une notion libérale, en même temps qu'elle est républicaine.

Marc FRAYSSE  
Ancien Député  
Président de France Unie



# LA LETTRE DE FRANCE UNIE



**Semaine du 30 novembre 2018**

[www.france-unie.fr](http://www.france-unie.fr)

## Sommaire

### p1- Edito

Décryptage de l'intervention d'Emmanuel Macron en réponse au mouvement des « Gilets Jaunes »

### p 2 - Sommaire

Informations importantes

### p 3 - Politique

L'urgence économique, l'urgence sociale et l'urgence écologique

### p 4 - Point de vue

La politique, ce n'est pas la fée libérale, la fée socialiste, la fée communiste....

### p 5 - Livre

Ce que nous vous conseillons

### p 6/7 - INVITATION

Les petits déjeuners de l'économie

Vendredi 14 décembre 2018

Invité : Jean-Michel AULAS

Thème : OL CITY : Un nouveau modèle citoyen au service du Territoire et des Habitants

## Informations importantes

France Unie vous informe que suite à une restructuration de la communication, la seule et unique boîte e-mail de contact est [accueil.franceunie@gmail.com](mailto:accueil.franceunie@gmail.com). Les autres boîtes e-mails ne seront plus lues.

Pour continuer à recevoir les lettres d'informations de France Unie ainsi que les invitations aux «Petits déjeuners de l'économie» et aux «Théâtre de la pensée», nous vous conseillons d'ajouter la boîte e-mail [lalettre@franceunie.com](mailto:lalettre@franceunie.com) à votre carnet d'adresse et de vérifier dans un premier temps vos boîtes «Spam» et/ou «Courriers indésirables» afin d'autoriser cette adresse mail à vous délivrer des messages.

Vous pouvez également vous inscrire aux newsletters sur cette adresse :

<https://www.france-unie.fr/newsletters/>

# LA LETTRE DE FRANCE UNIE



**POLITIQUE**

**L'URGENCE ECONOMIQUE,  
L'URGENCE SOCIALE ET L'URGENCE ECOLOGIQUE**

Une phrase formulée par un « Gilet jaune » est en train de devenir le symbole de cette fracture qui existe entre la France des élites et la France péri-urbaine ou rurale : Emmanuel Macron nous parle de « la fin du monde », nous lui parlons de la « fin de mois ». Est-il possible de lutter en même temps contre la « fin du monde » et contre « les fins de mois difficiles » ? D'un côté, il est question de l'urgence écologique, de l'autre, de l'urgence sociale, avec, comme paramètre, l'urgence économique. Ces trois urgences sont liées dans l'esprit des élites, elles sont dissociées et n'ont pas le même caractère d'urgence dans la France profonde. Cette dissociation a donné le Brexit en Grande-Bretagne, permis l'élection de Trump aux Etats-Unis et conduit au pouvoir de nombreux mouvements populistes.

## L'urgence économique

L'urgence économique suppose : 1) de rendre plus compétitive notre économie 2) de réindustrialiser la France. Le déclin industriel de la France est une réalité : délocalisations, recul des exportations, déficit du commerce extérieur, prise de contrôle des champions nationaux par des groupes étrangers, etc. La France industrielle est à reconstruire. Un plan d'action prévoit d'agir sur « 124 territoires », afin de relancer l'industrie. A Saint-Avold, la fin du charbon doit laisser la place à la chimie verte. Deux points positifs pour répondre à l'urgence économique : la France dispose de toutes les ressources intellectuelles pour une réorientation de son industrie ; notre pays, avec les réformes engagées, séduit encore les entreprises étrangères.

## L'urgence sociale

L'urgence sociale demeure. Il ne s'agit pas de multiplier les aides ou de compenser des augmentations de taxes par des « primes » tous azimuts, mais de permettre aux gens de vivre décemment, et non de survivre, de leur travail, ce qui suppose l'augmentation du pouvoir d'achat et la baisse des impôts. Les amortisseurs sociaux font qu'il existe moins de précarité en France. En revanche, le nombre de travailleurs pauvres augmente. Ce débat sur l'urgence sociale s'est ouvert depuis des années. Il surgit aujourd'hui de façon visible avec le phénomène des « Gilets jaunes ».

## L'urgence écologique

Personne ne conteste l'existence d'une urgence écologique. Doit-elle être traitée de façon massive et punitive par les taxes avant l'urgence sociale ? Les « Gilets jaunes », qui ne sont pas contre l'écologie, s'interrogent sur le degré de priorité accordé par Emmanuel Macron à l'urgence écologique. Cette priorité semble surjouée par le gouvernement.

Le gouvernement doit trouver cet équilibre indispensable entre ces trois urgences. Cela ne peut se faire qu'à travers la mobilisation du local à même d'agir en fonction de la spécificité des territoires. Agir sur ces trois urgences s'inscrit dans un temps long avec la nécessité d'apporter des réponses immédiates dans certains cas. Ouvrir une concertation sur les trois prochains mois n'est pas une réponse suffisante. Emmanuel Macron dispose d'une majorité qui n'est pas encombrée par des dogmes idéologiques. A cette majorité d'agir. Au gouvernement d'innover. La technocratie ne doit pas remplacer les vieilles idéologies partisanes. Faut-il aussi rappeler que les taxes ne font pas la société, ni une destinée collective ? Or, le mot « collectif » a été employé plusieurs fois par Emmanuel Macron dans son discours de ce mardi 27 novembre.

Christian GAMBOTTI  
Bureau des études  
de France Unie

# LA LETTRE DE FRANCE UNIE



## POINT DE VUE

***La politique, ce n'est pas la fée libérale,  
la fée socialiste, la fée communiste,  
la fée Mélenchon, la fée Marine, etc...***

Emmanuel Macron a été élu sur les ruines du vieux monde et la fin de l'illusion qu'il existait une fée libérale ou une fée socialiste pour améliorer le sort des Français. L'alternance gauche-droite, depuis 40 ans, s'est déroulée sous le règne des fées et l'illusion d'un compromis social-libéral, avec, par exemple Emmanuel Macron, ou l'illusion du compromis libéral-social avec, par exemple, un Jacques Chirac. Très vite, les Français avaient chassé du royaume la fée communiste, acceptant que s'invitent d'autres fées radicales, la fée FN à partir des années 1980 et la fée Jean-Luc Mélenchon depuis la dernière présidentielle.

Le mouvement des « Gilets jaunes » marque la fin du royaume des fées en politique. Emmanuel Macron est victime à son tour du syndrome des fées. Certes, il s'affirme de gauche et de droite en même temps, mais sa fée est celle de la technocratie, sa pratique reste celle des réponses que produit une technocratie formée, comme dans l'ancien monde, à l'ENA avec des réponses clefs en main comme le « chèque énergie » ou la « prime à la conversion », alors que les Français attendent le « chèque frigo plein ».

Les revendications ne sont pas triviales, elles s'inscrivent dans une demande plus forte, celle du droit à vivre décemment de son travail, de sa retraite, celle du droit à la dignité. Là encore, il nous faut écouter le Général de Gaulle qui parlait de la fin de la Seconde Guerre mondiale : « *Si complète que puisse être un jour la victoire des armées, (...) rien n'empêchera la menace de renaître plus redoutable que jamais, rien ne garantira la paix, (...) si le parti de la libération, au milieu de l'évolution imposée aux sociétés par le progrès mécanique moderne, ne parvient pas à construire un ordre tel que la liberté, la sécurité, la dignité de chacun y soient exaltées et garanties* ». La politique sociale n'était pas chez le Général de Gaulle une pièce rapportée, plaquée artificiellement sur une manière de gouverner qui privilégierait uniquement la transformation du pays, oubliant les Français.

Ce qui a surpris dans les interventions d'Emmanuel Macron et d'Edouard Philippe, c'est cet enfermement dans la question de la transition écologique et du maintien de la taxe carbone. Or, la révolte contre l'augmentation des taxes sur les carburants est le révélateur d'un mal plus profond, déjà décrit par Jacques Chirac, lorsqu'il avait fait campagne, pour la présidentielle de 1995, sur le thème de la « fracture sociale ». Jacques Chirac affirmait déjà : « *La France fut longtemps considérée comme un modèle de mobilité sociale. Certes, tout n'y était pas parfait. Mais elle connaissait un mouvement continu qui allait dans le bon sens. Or, la sécurité économique et la certitude du lendemain sont désormais des privilèges. La jeunesse française exprime son désarroi. Une fracture sociale se creuse dont l'ensemble de la nation supporte la charge. La machine France ne fonctionne plus. Elle ne fonctionne plus pour tous les Français.* » Le philosophe Marcel Gauchet qui, le premier, avait parlé de « fracture sociale », écrivait : « *Un mur s'est dressé entre les élites et les populations, entre une France officielle, avouable, qui se pique de ses nobles sentiments, et un pays des marges, renvoyé dans l'ignoble, qui puise dans le déni opposé à ses difficultés d'existence l'aliment de sa rancœur.* »

Le gouvernement aurait tort de sous-estimer le mouvement des « Gilets jaunes », un mouvement qui, dans sa majorité, reste apolitique, refusant toute récupération par les partis traditionnels. Nous sommes véritablement entrés dans un nouveau monde, non pas parce qu'Emmanuel Macron incarnerait une manière de gouverner nouvelle, mais parce qu'il existe désormais des formes nouvelles de protestation qui échappent à l'analyse politique traditionnelle.

Marc FRAYSSE  
Ancien Député

Président de France Unie



CAPZEN  
SERVICES

PARLEMENT  
& TERRITOIRES  
LE JOURNAL DES PARLEMENTAIRES ET DES COLLECTIVITÉS

# LA LETTRE DE FRANCE UNIE


**LIVRE**
**CE QUE NOUS VOUS CONSEILLONS**

**Général d'armée Pierre de Villiers, Qu'est-ce qu'un Chef ?,  
Ed. Fayard, novembre 2018.**

### Présentation de l'éditeur

« Je ne suis ni philosophe, ni sociologue, ni capitaine d'industrie. Je suis un praticien de l'autorité qui s'est toujours efforcé de placer les relations humaines au cœur de son engagement au service de la France et de ses armées. Car l'autorité n'est pas spécifiquement militaire, c'est le lien fondamental de toute société humaine. Fort de ces convictions, je propose dans ce livre quelques jalons pragmatiques, simples et avérés pour sortir d'un mal-être sociétal croissant, diriger avec justesse et discernement. »



Le général Pierre de Villiers signe un essai ambitieux sur l'ordre, remettant l'Homme au centre du système. Comme le ferait un officier, il indique au lecteur le cap qu'il faut tenir dans un monde complexe et sa méthode pour y agir utilement. Mêlant une réflexion puissante sur les problèmes profonds que traverse notre époque et des solutions efficaces, le général de Villiers met ici son expérience unique au service de tous.

### L'auteur

Après quarante-trois années d'une carrière militaire qui l'a conduit à devenir Chef d'état-major des armées, le général Pierre de Villiers est aujourd'hui président d'une société de conseil en stratégie. Il a publié en 2017 « Servir » aux Editions Fayard.

### L'avis de France Unie

Comme dans son précédent livre, « Servir », Pierre de Villiers, avec « Qu'est-ce qu'un chef ? », ne cherche pas à régler des comptes avec la classe politique. On se souvient qu'Emmanuel Macron l'avait démis de ses fonctions pour avoir critiqué l'annonce d'une réduction du budget de 850 millions d'euros, en déclarant : « je ne me laisserai pas baiser comme ça ». Face aux nouvelles menaces que notre pays doit affronter, il alerte les pouvoirs publics sur l'urgence d'une modernisation d'équipements militaires à bout de souffle et le maintien du métier des armes plus que jamais nécessaire.

France Unie  
Direction des Etudes

CAPZEN  
SERVICES

PARLEMENT  
& TERRITOIRES  
LE JOURNAL DES PARLEMENTAIRES ET DES COLLECTIVITÉS

# INVITATION

NOUS AURONS L'HONNEUR ET LE PLAISIR D'ACCUEILLIR :

JEAN-MICHEL AULAS, PRÉSIDENT DE L'OLYMPIQUE LYONNAIS,  
PRÉSIDENT FONDATEUR DE CEGID

Nous aurons l'honneur et le plaisir d'accueillir : <b>Jean-Michel AULAS</b> à notre 59 <sup>ème</sup> édition	<b>Thème :</b> <b>OL CITY : Un nouveau modèle citoyen au service du Territoire et des Habitants</b>
Vendredi 14 décembre 2018 A partir de 7 h 45 Au SOFITEL Lyon Bellecour 20, quai Gailleton – 69002 Lyon Participation : 18€/personne	 <b>Jean-Michel AULAS</b> Président de l'Olympique Lyonnais Président Fondateur de CEGID

**Le vendredi 14 décembre 2018**

Sur le thème :

**OL CITY : Un nouveau modèle citoyen au service du Territoire et des Habitants**

A partir de 7 h 45

Au SOFITEL Lyon Bellecour  
20 quai Gailleton, 69002 Lyon

Inscription en ligne : <https://goo.gl/forms/heFNOpCNka8K6x6D2>

Ou formulaire papier à imprimer en bas de la lettre.



NOM : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_ Né(e) le : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postale : \_\_\_\_\_ Ville : \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Tel : \_\_\_\_\_ Portable : \_\_\_\_\_

Profession : \_\_\_\_\_

Mandat électif : \_\_\_\_\_ Lieu : \_\_\_\_\_

ADHESION

RENOUVELLEMENT

- |  |            |
|--|------------|
| <input checked="" type="checkbox"/> Cotisation simple  | 1an : 30 € |
| <input checked="" type="checkbox"/> Cotisation couple<br>(joindre un bulletin pour le conjoint)            | 1an : 40 € |
| <input checked="" type="checkbox"/> Cotisation réduite<br>(moins de 26ans, étudiants, demandeurs d'emploi) | 1an : 15 € |
| <input type="checkbox"/> Soutien<br>je désire faire un don pour soutenir France Unie                       | ..... €    |

Date et Signature obligatoires :

Merci de remplir le plus lisiblement possible ce document et de nous le renvoyer à l'adresse indiquée.  
Conformément à la loi informatique et liberté du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de modification aux données personnelles qui vous concernent. Seule l'association France Unie est destinataire des informations que vous lui communiquez.

INVITATION

LES PETITS-DEJ'  
DE L'ECONOMIE  
La confiance est dans l'action !

Marc FRAYSSE, ancien Député, Président de l'association France Unie,  
a le plaisir de vous convier à la prochaine édition des PETITS-DEJ' DE L'ECONOMIE,  
moments d'échanges d'idées et d'expressions,  
pour toutes celles et tous ceux qui souhaitent contribuer au débat citoyen.

Nous aurons l'honneur  
et le plaisir d'accueillir :  
**Jean-Michel AULAS**  
à notre 59<sup>ème</sup> édition

Thème :  
**OL CITY : Un nouveau modèle citoyen  
au service du Territoire et des Habitants**

Vendredi 14 décembre 2018  
A partir de 7 h 45

Au SOFITEL Lyon Bellecour  
20, quai Gailleton – 69002 Lyon

Participation : 18€/personne



**Jean-Michel AULAS**  
Président de  
l'Olympique Lyonnais  
Président Fondateur  
de CEGID



NOM : ..... PRENOM : .....  
ADRESSE : .....  
CODE POSTAL : ..... VILLE : .....  
TELEPHONE : ..... COURRIEL : .....

- N'assistera pas à cet événement  
 Sera présent le vendredi 14 décembre 2018 à la 59<sup>ème</sup> édition des "PETITS-DEJ' DE L'ECONOMIE"

Participation : 18 euros par personne

Règlement à votre convenance, soit par courrier (chèque à l'ordre de l'Hôtel Sofitel) soit sur place (CB ou espèces).

Vous pouvez vous inscrire :

- Par courrier : France Unie – 1 cours de la République – 69100 Villeurbanne
- Par courriel : [accueil.franceunie@gmail.com](mailto:accueil.franceunie@gmail.com)
- Par téléphone : 04 37 47 83 23 - 07 89 84 04 75
- En ligne : <https://goo.gl/forms/heFNOpCNka8K6x6D2>

*(Pour information, votre inscription engage France Unie auprès de l'Hôtel Sofitel.  
Aussi, en cas d'empêchement, auriez-vous l'obligeance de nous prévenir au moins 48 h à l'avance, merci !).*